

# *l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°747 | 27 mars 2025 | 1,50 €

# GAZZA

## LA COLONISATION ASSASSINE

## STOP **AU** GÉNOCIDE

D'après une affiche de Marc Rudin pour le FPLP en 1986.

### ZOOM

Logement. Un toit, c'est un droit!

Page 3

### INTERNATIONAL

Philippines. L'ancien président Duterte arrêté par la CPI

Page 4

### LUTTER

Retraites. Le conclave est mort, la mobilisation reste à construire

Page 6

### CHAMP LIBRE

Entretien avec Marsha, syndicaliste américaine

Page 8



## Édito

VIH-SIDA,  
Trump = mortPar **LOÏC GEORGE**  
et **MANON BOLTANSKY**

Depuis sa prise de fonction à la présidence des États-Unis, Donald Trump a mis fin aux financements de l'ONUSIDA, de l'aide au développement consacrée à la lutte contre le VIH ainsi qu'aux programmes de recherche médicale. En Europe, plusieurs gouvernements ont déjà réduit les subventions pour les projets internationaux liés à la santé sexuelle et à la lutte contre les IST (infections sexuellement transmissibles). Alors que les chiffres sont toujours aussi alarmants (1,3 million de contaminations au VIH en 2023), ces décisions sont irresponsables. La fin des financements américains met en péril la survie de nombreuses associations communautaires luttant contre le VIH, partout dans le monde. De manière très concrète, ces associations devront arrêter leurs actions de prévention, de dépistage et de soins. L'arrêt de ces activités va toucher de manière disproportionnée les populations des pays dits du Sud où les systèmes sont dépendants de l'aide internationale, en particulier les personnes LGBTI+ et les travailleurEs du sexe. Alors que des progrès avaient été réalisés dans l'accès aux traitements antirétroviraux grâce à la mobilisation des acteurs communautaires et associatifs, des millions de personnes vivant avec le VIH craignent de voir leur traitement cesser en Afrique. Aux États-Unis aussi, les programmes de recherche et les essais cliniques pour de nouveaux traitements contre le VIH sont mis à l'arrêt et en conséquence des millions de vies sont menacées. Face à ces politiques nationalistes, racistes et réactionnaires, il est plus qu'urgent de continuer à revendiquer l'accès aux matériels de prévention et aux traitements pour touTEs. L'histoire de la lutte contre le VIH nous enseigne que chaque victoire a été arrachée par la lutte des premierEs concernés. Comme le disait Simone de Beauvoir pour les droits des femmes « n'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise, politique, économique ou religieuse pour [qu'ils] soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis ». Il est aujourd'hui crucial de construire et soutenir les mobilisations partout où elles se trouvent pour surmonter ces attaques sur la santé publique.

## Bien dit

J'ai quitté la salle parce que je n'ai plus supporté d'entendre autant de mensonges et de calomnies à l'égard des femmes qui avaient été agressées physiquement par Depardieu. Et Depardieu s'est adjoint les services d'un avocat qui utilise des méthodes de voyou. [...] Un son m'est sorti qui est un truc de révolte et on m'a virée, comme on fait taire les femmes.

ANOUC GRINBERG, le 25 mars 2025,  
à la sortie de la salle d'audience du procès  
Depardieu, AFP

## À la Une

## PALESTINE Israël reprend le génocide!

170 enfants tués en une seule nuit! L'un des pires massacres d'enfants de l'histoire contemporaine. Israël a rompu le cessez-le-feu (qui était déjà une passoire) mercredi 19 mars et a visé simultanément plusieurs habitations à l'heure de la prière, avant la journée de jeûne. Près de 400 personnes tuées lors de cette première série de frappes.

Cette attaque meurtrière a été le point de départ de la reprise du génocide dans la bande de Gaza. Israël avait déjà bloqué l'enclave en eau potable, électricité et aide humanitaire au mépris du protocole de cessez-le-feu mais aussi du droit international. Le gouvernement israélien montre encore une fois que les accords signés ne valent même pas le papier sur lequel ils sont écrits. Avec le feu vert explicite de l'administration Trump et prétextant le non-respect du protocole par le Hamas, Israël continue ses crimes contre l'humanité. Israël a ordonné l'évacuation du nord de Gaza où des PalestinienNEs désespéréEs campent au milieu des décombres de leurs maisons.

Journalistes ciblés,  
vérité effacée

Le cap des 50 000 morts a été dépassé, et on sait qu'il est très sous-estimé. Comme l'an dernier, Israël ne veut pas de témoins, et plusieurs journalistes ont été assassinés: plus de 200 journalistes ont été tués par l'armée israélienne depuis octobre 2023. Le conflit le plus meurtrier de l'histoire pour la profession car, loin des caméras, l'armée israélienne assassine impunément.

Netanyahu, la guerre  
pour rempart

En proie à des démêlés judiciaires, Netanyahu a attisé la dynamique guerrière dans son cabinet et vient de réintégré Ben Gvir dans son gouvernement. Le Premier ministre est contesté par la population et une partie de la classe dirigeante israélienne. Il a limogé brutalement le chef du Shin Bet (les services secrets israéliens). Même s'il est également visé par des accusations de corruption, Netanyahu arrive à

éviter les griffes de la justice via ces bombardements. Il a insisté pour obtenir un maximum de cibles comme l'ont rapporté les journaux israéliens, et s'il n'y avait pas de cibles il a demandé « qu'on rase des maisons ». Il a été pris au mot. Le seul hôpital de Gaza qui traite les cancers a été purement et simplement dynamité. La reprise du génocide ne tourne pas cependant autour de sa carrière; il s'agit de la logique générale de l'État colonial. D'une part, malgré son impopularité, Benjamin Netanyahu détient le record de longévité en tant que Premier ministre, ce qui implique qu'il personnifie une politique largement acceptée dans le pays. Il n'est d'ailleurs

pas certain que son opposant principal, Yair Lapid, qui a déjà été Premier ministre et a procédé à des bombardements sur Gaza lorsqu'il était en poste, représente l'espoir d'une alternative pour les PalestinienNEs à Gaza ou en Cisjordanie.

Des déportations massives  
organisées

Ce lundi 23 mars, le bureau de « déplacement volontaire » du gouvernement israélien a officiellement vu le jour et s'apprête à déporter des centaines, voire des milliers, de GazaouiEs. Il est facile de comprendre qu'un certain nombre accepteront « volontairement » de quitter l'enfer après 18 mois de bombardements, de

massacres, de conditions de vie ruinées et de malheurs. Mais ne nous y trompons pas, il ne s'agira en aucun cas de départs volontaires mais bien de déportations de masse sous la menace de mort, perpétrées par un État allié des pays occidentaux. Ce dernier épisode montre l'impossibilité de la solution à deux États. Il acte également les mensonges de l'État d'Israël. Le mensonge selon lequel Israël a l'armée la plus morale du monde. Le mensonge selon lequel Israël ne bombarde pas les hôpitaux et les écoles. Le mensonge selon lequel le Hamas, qui se serait réarmé et aurait recruté de nouveaux combattants, serait responsable de la rupture de l'accord de cessez-le-feu. Sans la déshumanisation raciste des PalestinienNEs, le visage génocidaire d'Israël aurait dû être exposé et dénoncé, les politiques coloniales contestées, sanctionnées et stoppées en vertu de toutes les lois internationales. Les habitantEs de Gaza vivent à nouveau un calvaire alors que les communiqués indignés des chancelleries occidentales masquent mal la complicité de ces États et de leurs gouvernements. Plus que jamais il faut soutenir les PalestinienNEs et continuer de parler de Gaza. Il faut arrêter le génocide!

**Édouard Soulier**

## À lire sur le site

**Gaza saigne, Gaza vous implore à l'aide,**  
par Marie Schwab



À Paris. © MARCHE DES SOLIDARITÉS

## LA MANIFESTATION ANTIRACISTE DU 22 MARS

Une mobilisation plus forte que les années précédentes. Partout en France militantEs associatifs, syndicaux et politiques se sont réuniEs pour protester contre le racisme, le fascisme et pour les droits des immigréEs. Des sans-papiers et mineurEs isoléEs, venuEs dénoncer l'hypocrisie des politiques ont été violemment réprimés. Malgré la violence, leur détermination reste intacte. La rue répond présent, la solidarité aussi!



À Strasbourg. © PHOTOTHÈQUE ROUGE/ALEXANDRE





Le droit au logement inscrit dans la Déclaration des droits de l'Homme de 1848 et complété dans le Code de l'action sociale qui « garantit l'hébergement inconditionnel, quelle que soit sa situation administrative, à toute personne en détresse, à un dispositif hébergement d'urgence » n'est pas appliqué. En 2024, 826 personnes sont mortes à la rue. 350 000 autres y survivent. En 2025, 140 000 personnes risquent l'expulsion malgré 3,1 millions de logements vacants. 2,7 millions de familles sont en attente d'un logement social alors qu'il ne s'en est construit que 86 000 en 2024, « l'année la pire » d'après la Fondation pour le logement des défavorisés.

### « Le logement, c'est l'inégalité à tous les étages », selon Oxfam France

Plus on est pauvre, plus le logement coûte cher. Pour le payer, 25% des familles les plus pauvres — mères seules, familles nombreuses, chômeurEs, raciséEs, personnes au RSA — dépensent le double des 25% des familles les plus riches. Ce coût dans le revenu mensuel des classes populaires peut monter jusqu'à 45%. Car les loyers sont chers, il y a une déconnexion avec les revenus. La précarité énergétique due aux appartements passoires, peu rénovés, a également un coût important en termes de chauffage. Quant aux personnes non valides, le manque de logements adaptés leur impose le plus souvent une vie enfermée dans des appartements inadaptés, ou une vie dépendante de leur famille. Les pannes d'ascenseur à répétition participent aussi de leur exclusion.

## LOGEMENT Un toit, c'est un droit!

La trêve hivernale suspend légalement l'expulsion d'un locataire par son propriétaire du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars. Ensuite, les expulsions ont lieu et explosent d'année en année. Le point sur la situation du logement et les causes de la crise.

L'HABITAT PRÉCAIRE BEAUCOUP PLUS TOUCHÉ PAR LES NUISIBLES



CHARMAG

S'ajoute à ces inégalités une discrimination raciste des propriétaires privés voire publics à l'égard des personnes racisées. La gentrification des centres villes aux loyers exorbitants favorise les ghettos de riches et l'abandon des quartiers périphériques populaires.

### Des causes multiples qui se cumulent

L'Insee a démontré que la moitié du parc privé locatif est la propriété de 3,5% de la population. Ces maxi-propriétaires, possédant 5 logements ou plus, appartiennent pour moitié aux 0,1% des plus riches. Ils vivent de cette spéculation juteuse. Le prix

de l'immobilier a augmenté de 160% en Ile-de-France entre 2001 et 2020. Oxfam France affirme que 3 niches fiscales existent dans le secteur du logement, qui ont rapporté 11 milliards d'euros sur 12 ans. Ce rapt financier aurait permis la construction de 70 000 logements! La finance s'est aussi emparée du marché des résidences pour étudiants et pour seniors. Les acteurs privés peu régulés, type Airbnb, créent la pénurie et font augmenter les prix.

Le désinvestissement de l'État a permis l'ouverture au marché, par des lois qui protègent les propriétaires, par des cadeaux fiscaux, par la baisse

du financement du logement social et des APL. Une kyrielle de lois légalisent les expulsions et créent de nouvelles sanctions pour les occupants de bâtiments vides. La loi Kasbarian lève les derniers verrous juridiques de la protection des locataires pauvres avant l'expulsion et le recours à la force publique, et crée des sanctions pénales contre les personnes et les associations en soutien.

### Réquisition!

« Réquisitionner c'est faire comprendre aux propriétaires qu'un logement c'est fait pour loger des gens pas pour faire de l'argent », selon l'association DAL (Droit au logement). La lutte pour le logement est un enjeu crucial de classe. Il nous faut sortir le secteur des griffes du marché pour créer un secteur public du logement social sous pilotage des habitantEs. Afin de produire les logements sociaux à bas loyers nécessaires, de gagner la gratuité des premiers m<sup>3</sup> d'eau et des premiers kWh d'électricité. Et d'adopter un plan de réhabilitation énergétique. Enfin, la réquisition des logements et bâtiments vides est une mesure d'urgence, légale, qui a déjà été utilisée. Mesure de justice sociale et mesure écologique puisqu'en utilisant d'abord les logements vacants elle évite de nouvelles bétonisations. Un coin arraché à la propriété et au profit!

Victorine Laforge

### No comment

Je vois que cette affaire-là permet d'attaquer des responsables politiques.

FRANÇOIS BAYROU, lors du conseil municipal de Pau, le 24 mars 2025, à propos des violences physiques et des agressions sexuelles à Notre-Dame-de-Bétharram

## Agenda

**Jeudi 27 mars, réunion publique «L'université en danger» avec Olivier Besancenot et Christèle Lagier, Avignon.**

À 17h, Complexe social Saint-Jean, 34, avenue Jean-Boccace Ter, 84000 Avignon.

**Jeudi 27 mars, projection de Rouge, la couleur qui annonce le journal en présence d'Olivier Besancenot, Avignon.** À 20h, au cinéma l'Utopia-manutention, 4, rue des Escaliers Sainte-Anne, 84000 Avignon.

**Vendredi 28 mars, meeting «Féminisme internationaliste en temps de guerre et de fascisme», Paris 10<sup>e</sup>.** À 18h à la Bourse du travail, salle Ambroise-Croizat, 3, rue du Château-d'Eau. Avec Rima Hassan, Véronica Gago, Sara Dehkordi, Atefeh Rangriz.

**Samedi 29 mars, rassemblement Urgence Palestine-Urgence Gaza, Toulouse.** À 13h30 métro Capitole.

**Samedi 29 mars, manifestation pour le droit au logement, Paris.** À 14h à République.

**Samedi 5 avril, Tour de France pour la Santé: «Place au droit à la santé», Paris.** 14h-16h, place de la République.

**Lundi 7 avril, Centre d'études marxistes: «Rosa Luxemburg, réforme ou révolution» avec Mickael Löwy, Montreuil (93).** À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, 93000 Montreuil.

**Du 12 au 19 avril, «Des temps culturels pour un printemps de résistance, en soutien au peuple palestinien», Limoges.**

**Samedi 12 avril, manifestation, 15h place d'Aine,**

**Mardi 15 avril, film Ground zero, 20h30 cinéma le Lido,**

**Vendredi 18 avril, soirée de clôture, 19h, salle Detaille, 8 rue Édouard-Detaille**

**Du 15 au 19 avril, expo photos, 14h30-19h, EAGR, rue de la Révolution.**

## HONGRIE Les nouvelles attaques LGBTIphobes d'Orbán

Le 16 mars dernier, le parlement hongrois, dominé par le parti de Viktor Orbán, a voté un amendement interdisant la tenue de la Marche des Fiertés de Budapest.

Déjà, en 2021, sous prétexte de « protection de l'enfance », toute propagande de l'homosexualité (qui peut être le fait de se tenir la main pour un couple, ou d'avoir une « allure » identifiée comme queer) a été interdite et punie de 500 euros d'amende.

### LGBTI cibléEs, Orbán vacille

La Hongrie était le pays le plus libéral de la région et avait dépénalisé l'homosexualité en 1961. Aujourd'hui, renforcés par l'élection de Trump, les fascistes du gouvernement attaquent frontalement la communauté LGBTI pour s'en servir de « bouc émissaire » afin de voiler un système oligarchique et népotique ultra-corrompu.

Le parti Momentum, seul parti démocratique d'opposition qui défend le droit des LGBTI, a été chassé du Parlement et puni de 10 millions de florins d'amendes. Orbán est menacé par un score secondaire aux élections de 2026, son gouvernement n'ayant ni enrayer la crise ni relancé le pouvoir d'achat, et tente par tous les moyens d'éliminer ses adversaires.

Selon des militantes, interviewées à Paris le dimanche 23 mars lors d'un rassemblement de solidarité en défense de la Pride et de la liberté de réunion en Hongrie, le seul moyen



CHARMAG

de faire tomber Orbán lors des élections est de manifester!

La communauté LGBTI ne désarme pas et s'organise pour résister et tenir la Belgrade Pride le 28 juin. Les diasporas LGBTI hongroises d'Europe appellent les eurodéputés à s'y rendre, ainsi que les organisations communautaires ou des droits humains comme Amnesty International. Le Conseil de Paris a promis un vœu pour que la ville soutienne les militantEs LGBTI hongroisEs.

### Antifascistes extradéEs, Macron complice

Nous avons noté l'hypocrisie de Macron, qui devant le Parlement européen a dit apporter son soutien aux LGBTI menacésEs

### À lire sur le site



« Vous êtes un anarchiste pro-guerre », par Solidarity Collectives

### À voir sur le site



Gaza: « La mémoire de l'holocauste est utilisée pour légitimer une guerre génocidaire », entretien avec Enzo Traverso

et en France fait arrêter, par sa police antiterroriste, un militant antifasciste condamné par contumace en Hongrie<sup>2</sup>, menacé d'extradition et qui risque plus de 15 ans de prison. C'est également ce qui est arrivé à Maja, militante antifasciste non binaire, extradéE par les autorités allemandes<sup>3</sup>. Lors de son audience devant le tribunal de Budapest le 21 février, iel a rejeté l'accord qui lui était proposé et a dénoncé les violations du droit européen par la Hongrie ainsi que les conditions inhumaines qu'iel vit depuis plus de huit mois en prison. Iel est réveillée la nuit, sa chambre est infectée de cafards et de punaises de lit, sans parler du manque d'intimité dans la prison. L'État hongrois lui reproche la même chose qu'à Gino: être antifasciste. Contre le fascisme, il y a urgence à une riposte internationale.

### Hor et Manue Mallet

1 - Cecilia F. et Dora, étudiantes et militantes pour la Pride de Budapest.

2 - <https://blogs.mediapart.fr/comite-pour-la-liberation-de-gino/blog/200325/affaire-de-budapest-ou-en-sommes-nous>

3 - <https://blogs.mediapart.fr/comite-pour-la-liberation-de-gino/blog/120325/le-temoignage-de-maja-antifasciste-detenu-e-par-la-hongrie-de-viktor-orban>

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

### l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction:** redaction@npa2009.org

**Tirage:** 1800 exemplaires

**Diffusion:** diffusion.presse@npa2009.org

**Directrice de publication:** Penelope Duggan

**Administration:** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Secrétaire de rédaction:** Fabienne Brifault

**Numéro ISSN:** 2269-3696

**Maquette:** Ambre Bragard

**Commission paritaire:** 1225-C-93922

**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



## TURQUIE Un Newroz d'espoir sur fond de coup d'État

La grande fête de Newroz a rassemblé cette année une foule immense à Diyarbakir, avec un espoir : trouver enfin une solution politique à un conflit qui dure depuis des décennies dans la région kurde.

Un message d'Öcalan pour Newroz a été diffusé par les haut-parleurs, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs années, Öcalan étant à l'isolement total. Le portrait du charismatique président du PKK était partout, ce qui n'était pas autorisé précédemment. Le portrait de Selahettin Demirtas, l'ancien président du HDP (devenu DEM) aussi. Les négociations autour d'un cessez-le-feu ne sont pourtant pas simples.

### Négociations du gouvernement turc avec le PKK

L'État turc exige que le HKG, la branche armée du PKK, rende et les armes et que le PKK se dissolve. Murat Karayilan et Duran Kalkan, les deux dirigeants historiques de la branche armée, tout en soutenant l'appel d'Abdullah Öcalan, y mettent des conditions. L'une étant que les attaques turques au Kurdistan d'Irak cessent, sinon les HKG continueront à se défendre. L'autre étant que le PKK puisse organiser un congrès représentatif pour dissoudre le parti avec un accès libre et sécurisé pour les délégués.

Le leader du parti MHP — parti d'extrême droite en alliance au gouvernement avec l'AKP d'Erdoğan — Bahçeli, vient de proposer un lieu : la ville de Mazargit, dans la région kurde de la Turquie. Il s'agirait donc de réunir les cadres et dirigeants du PKK dans un lieu choisi par l'État turc, ce qui serait un acte, plus que de confiance, on pourrait dire de foi...

D'autant que si Bahçeli est extrêmement volatile sur la question des négociations, Erdoğan et l'AKP restent silencieux. Erdoğan a en effet un autre projet en tête : se faire réélire président aux prochaines présidentielles, prévues en 2028 mais probablement avancées. Il ne peut pas se représenter pour un 3<sup>e</sup> mandat, sauf si son 2<sup>e</sup> mandat est raccourci pour une raison quelconque. Dans ce cas, il lui faudrait l'accord des trois cinquièmes du Parlement. La rumeur court que les négociations sur la libération d'Öcalan et des autres prisonniers politiques auraient un lien avec ce vote crucial pour Erdoğan. Mais il est peu probable que les élus du HDP/DEM déroulent le tapis rouge à Erdoğan pour un 3<sup>e</sup> mandat.

### L'emprisonnement injustifié d'Ekrem İmamoğlu

Pour s'assurer la victoire, il a fait incarcérer Ekrem İmamoğlu le 24 mars, le très populaire maire d'Istanbul, qu'il avait déjà empêché de se présenter aux dernières présidentielles en lui collant un procès pour « insulte envers un membre de la commission électorale ». Cette fois-ci, il l'accuse de ne pas avoir obtenu son diplôme universitaire d'il y a 30 ans, nécessaire pour se présenter aux élections, et d'être en lien avec une organisation terroriste (le PKK). İmamoğlu a été incarcéré dans la célèbre prison de Silivri, un immense complexe de 20 000 places, sans possibilité de contact avec les autres détenus. Osman Kavala y est enfermé depuis 900 jours sans procès.

Cette arrestation ne passe pas auprès d'une grande partie de la population turque. İmamoğlu est le président du CHP, le parti kémaliste, pilier pendant des décennies de l'État turc. Depuis le 22 mars, d'énormes manifestations se déroulent dans les grandes mais aussi les petites villes. Ce mouvement populaire pourra-t-il faire reculer Erdoğan qui détient tous les pouvoirs, police, armée mais aussi le pouvoir judiciaire ? Rien n'est moins sûr.

Mireille Court

Rodrigo Duterte a présidé les Philippines pendant deux mandats, de 2016 à 2022. Au nom de la lutte contre la criminalité, il a généralisé à l'ensemble du pays le recours aux escadrons de la mort qui avaient été sa marque de fabrique quand il était maire de Davao, à Mindanao dans le sud de l'archipel. Qu'importaient les innocents assassinés sans enquête ni procès ou les nombreuses « bavures », il imposait ainsi son règne, et l'image d'un homme fort, macho, volontairement vulgaire, au sexisme agressif, qui ne se laisse brider ni par les lois ni par des considérations humanitaires.

### Duterte se croyait protégé

Les Philippines ont rejoint en 2011 le « statut de Rome » dont dépendent les mandats de la CPI. Sous la présidence de Duterte, les Philippines l'ont quitté (rupture effective en 2018). Il se croyait ainsi protégé et n'a pas manqué d'insulter copieusement la CPI. Son arrestation a néanmoins été possible grâce à la conjonction de deux facteurs : la Cour de La Haye s'est déclarée apte à agir pour les actes commis avant 2018 et l'actuel président, Ferdinand Marcos Jr., dit « Bong Bong », a donné son accord pour qu'il soit conduit aux Pays-Bas.

Les alliances entre puissants clans familiaux, les « dynasties politiques », font et défont aujourd'hui les gouvernements aux Philippines. La joute présidentielle est dominée par une confrontation entre les Marcos et les Duterte d'autant plus violente qu'ils étaient hier alliés. Sara Duterte (fille de Rodrigo) n'a-t-elle pas déclaré publiquement qu'elle ferait assassiner « Bong Bong » ? Les pro-Duterte (dont Imee Marcos, sœur de Ferdinand, les familles peuvent être désunies et les ambitions tortueuses) font aujourd'hui campagne contre la CPI — dénoncée comme le bras judiciaire de

## PHILIPPINES L'ancien président Duterte arrêté par la CPI

Accusé de crimes contre l'humanité, Rodrigo Duterte a été conduit le 11 mars dernier à La Haye (Pays-Bas) où se trouve le siège de la Cour pénale internationale (CPI). En cause, les dizaines de milliers d'assassinats extrajudiciaires commis sous son règne au nom de sa « guerre contre la drogue ».



L'ancien président des Philippines, Rodrigo Duterte. WIKIMEDIA COMMONS

l'actuel clan présidentiel — et son intrusion comme un acte colonial, en appelant aux puissants sentiments de loyauté et de fierté nationale.

### Bataille entre clans dynastiques

L'ampleur des crimes commis sous la présidence de Duterte justifie (ô combien !) son arrestation. Que cette arrestation soit effectuée par la CPI est dû au fait que la justice philippine s'est révélée incapable de le faire elle-même (au risque d'ouvrir une boîte de Pandore, tant les complications sont nombreuses).

On ne sait pas encore si l'ancien président va être placé en détention provisoire à La Haye en attendant son procès. Aux Philippines, le conflit politique prend une dimension nouvelle, avec la mobilisation des supporters de Duterte, qui bénéficie toujours d'un important soutien populaire patiemment construit avec une utilisation sans limite des réseaux sociaux (à la Trump). Le retour au règne des clans familiaux, une fois la dynamique progressiste du soulèvement de 1986 épuisée, a eu des effets profondément délétères. Tous les mécanismes de corruption

des élites et de subordination des classes populaires (combinant menace et clientélisme) ont fonctionné à plein régime. Pour un secteur de la population, si la justice s'avère incapable d'assurer la sécurité dans les quartiers populaires, fermons les yeux sur la brutalité expéditive. L'espace institutionnel des forces de gauche s'est rétréci comme peau de chagrin.

### La faiblesse des forces de gauche

Ferdinand Marcos senior a imposé le régime de la loi martiale, renversé en 1986. Pas fameux comme héritage démocratique. La police et l'armée restent confiantes en leur impunité, sanctionnée par les deux familles rivales. Ainsi, à Mindanao, où les conflits s'enchevêtrent, la consigne est aujourd'hui pour les militaires de tirer à vue sur leurs cibles, plutôt que de chercher à les capturer. La négociation de processus de paix est au point mort. Hommes d'affaires anciens et nouveaux (issus des rangs du MILF, le front de libération musulman) veulent faire main basse sur les richesses forestières et minières des territoires ancestraux des populations montagnardes, dont 86 dirigeants ont été assassinés. Le conflit spectaculaire entre les Duterte et les Marcos ne doit pas occulter l'ampleur des inégalités sociales et territoriales et le devoir de solidarité envers les forces de gauche.

Pierre Rousset

## AFRIQUE CENTRALE Marine Le Pen invitée par la dictature tchadienne

Il y a plusieurs années que le RN tente de nouer des relations en Afrique, la visite de Marine Le Pen au Tchad du 14 au 16 mars en est le dernier avatar.

La dirigeante du RN, accompagnée d'un de ses proches collaborateurs Louis Aliot, a été reçue par Mahamat Déby, le président tchadien au pouvoir depuis plus de trois ans grâce à un coup d'État soutenu ostensiblement par Emmanuel Macron. Même s'il est relatif, l'intérêt de la dirigeante du RN pour l'Afrique, source et cause de cette « submersion migratoire » tant honnie, paraît pour le moins contre-intuitif.

### Le tour-opérateur du RN

Marine Le Pen a déjà été reçue par Idriss Déby en 2018 et par le président sénégalais Macky Sall en 2023. Une visite précédée par une tribune dans le journal *l'Opinion* dans laquelle elle émettait une proposition incongrue, celle que le Sénégal soit membre du Conseil de sécurité de l'ONU au nom de l'Afrique.

Myriam Lamzoudi, élue locale de l'Oise et transfuge du parti Les Républicains, ne

ménage pas sa peine pour tisser des liens entre le RN et les représentants de pays africains ainsi que de la diaspora. Elle écumé colloques et séminaires pour distribuer des cartes de visite et proposer des réunions. Sur son compte Facebook entre deux posts de son chat, elle n'hésite pas à louer Nelson Mandela et à protester contre les injures racistes dont peuvent être victimes certains journalistes français dont le patronyme déplairait fortement à Zemmour.

Mais au-delà de cette petite main, les quelques relations de Marine Le Pen sont le fruit, pour la plupart, de l'entremise de Philippe Bohn, ancien PDG d'Air Sénégal, au carnet d'adresses bien rempli sur le continent. Il use de ses bonnes relations au sein de l'Internationale démocrate-chrétienne pour promouvoir devant les auditoires africains la politique du RN.

### Le chacun chez soi identitaire

Lors de ses visites en Afrique, Marine Le Pen évite certains sujets comme les effets positifs de la colonisation, son opposition à toute repentance concernant la politique coloniale de la France, les restrictions des aides et des visas. Elle se montre également très discrète sur les déclarations de son père

et mentor qui proclamait en 1986 : « je crois à l'inégalité des races ».

Le RN tente de trouver des points de convergence avec certains dirigeants africains en mettant en avant une vision ethno-nationaliste de la nation basée uniquement sur le droit du sang. Le respect des différences mais chacun dans son pays ainsi que la défense des valeurs de la morale, de la famille et de la tradition. Un discours proche de celui que tiennent les Russes pro-Poutine pour acquérir une acceptabilité minimale de leur présence militaire dans certains pays du continent. Notons que les potentats africains qui ont accepté de recevoir le père puis la fille Le Pen se montrent totalement indifférents au sort de leurs compatriotes en butte à la haine raciste que promeut en France leur interlocuteur, la même indifférence qu'ils ont dans leur propre pays.

Paul Martial

### À lire sur le site



États-Unis : Quelle est la distance qui nous sépare du fascisme ?  
par Dan La Botz



# LE NPA-L'ANTICAPITALISTE FACE AUX DÉFIS POLITIQUES DE LA PÉRIODE

Le 28-29-30 mars, les déléguéEs issuEs des AG préparatoires au congrès du NPA-l'Anticapitaliste se réunissent pour déterminer les orientations de leur organisation et élire une nouvelle direction. Dans le contexte particulièrement tendu où l'extrême droite vient de s'emparer du pouvoir aux États-Unis et menace de le faire en France, les rivalités impérialistes exacerbées et l'escalade militaire galopante, la discussion politique promet d'être riche. **Par Clémentine Berthe**



## Prendre la mesure de la catastrophe en cours

Ukraine, Palestine, RDC, Soudan... les conflits impérialistes s'intensifient sous la pression d'un capitalisme de moins en moins générateur de profits, de plus en plus subventionné par les États.

### Colonialisme et extrême droite

La quête de nouveaux marchés et de ressources énergétiques ou de minerais accentue les « deals » des puissants sur le dos des peuples, des travailleurs et des plus pauvres. Cette quête de nouvelles ressources conduit au renforcement des politiques colonialistes, comme en Kanaky où l'État français a ravivé les tensions en faisant passer la réforme du dégel du corps électoral, mais aussi à Gaza où Trump projette déjà de faire une Riviera.

Les politiques néolibérales qui se sont appliquées depuis la crise de 2008 sont à bout de souffle. Des paliers ont été franchis dans les mesures autoritaires et disciplinaires du capital vis-à-vis des travailleurs et travailleuses, à l'image de ce que font Musk et son DOGE (avant-garde libertarienne), mais aussi le gouvernement Bayrou en France qui s'appête à sanctionner plus durement encore les chômeurs et les bénéficiaires du RSA (néo-libéralisme classique). Ces mesures s'accompagnent d'un renoncement au combat contre le dérèglement climatique. Le capitalisme vert est désormais supplanté par une économie de guerre.

Les pays du Sud global sont toujours les premières victimes de la pollution, de la pauvreté, et



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Les mesures autoritaires et disciplinaires du capital vis-à-vis des travailleurs et travailleuses s'accompagnent d'un renoncement au combat contre le dérèglement climatique

bien sûr de la fermeture des frontières des forteresses capitalistes. 2024 détient le triste record du nombre de décès sur les routes migratoires dans le monde. Les politiques anti-immigration s'intensifient; la stigmatisation des personnes racisées s'en trouve d'autant plus légitimée que les États en sont les premiers vecteurs et normalisent l'extrême droite. L'extrême droite, qui a fait en France 30% aux dernières élections européennes, se nourrit de la résignation des classes populaires qui ont vu leurs revendications dévoyées, ignorées ou carrément contrées depuis des décennies, y compris par le mouvement ouvrier politique ou syndical, empêtré dans une logique de gestion.

Les politiques réactionnaires s'attaquent non seulement aux droits des immigrés, des personnes racisées mais aussi à ceux des femmes et des minoriséEs de genre (comme aux États-Unis ou en Hongrie tout récemment).

### Un projet écosocialiste

Face à cette situation, le NPA-l'Anticapitaliste n'est pas désarmé. Issu d'une tradition marxiste, ouverte et démocratique, il a développé une ligne écosocialiste qui allie la défense des exploitéEs et des oppriméEs à la lutte contre l'exploitation du vivant, contre l'épuisement de la planète en s'appuyant sur le contrôle des moyens de production, sur la base de l'auto-organisation démocratique des

producteurEs et des usagerEs. C'est ainsi que sera soumise au vote un texte intitulé: « Notre projet: l'écosocialisme! » Un projet anticapitaliste, écologiste, féministe et antiraciste.

Bien sûr, en dépit d'un congrès sans plateformes portant des orientations distinctes, certains points font débat. Comment se positionner sur la guerre, notamment en Ukraine? Comment soutenir les peuples en lutte à la fois contre l'opresseur impérialiste et leur gouvernement libéral? Au-delà de la question de la livraison des armes et de leur provenance, il y a bien sûr en question la manière dont se mène le combat pour la paix, pour une paix qui respecte l'autodétermination et débarrassée de tout projet colonial. Un positionnement que nous sommes seuls à porter à gauche et à l'extrême gauche sur lequel les déléguéEs seront amenés à trancher.

## Une petite organisation, mais utile et rassemblée

Après deux années à gérer les suites du congrès de 2022 qui a vu la création du NPA-R par des courants minoritaires, notre organisation a maintenu ses effectifs, réussi quelques belles apparitions pendant le mouvement des retraites ou les élections législatives, notamment dans l'Aude avec la campagne de Philippe Poutou.

### Face à la répression

Elle a aussi résisté aux vents mauvais idéologiques, politiques et démocratiques qui soufflent, à la répression physique dans les manifestations et à la répression médiatique. Avec l'espoir que notre voix soit utile.

Nous avons gagné de nouveaux camarades, mis en place des formations. C'est une organisation qu'on espère rassemblée qui s'appête à entrer en congrès pour être utile au projet d'émancipation qui est le nôtre, et contribuer aux débats et aux actions.

### Se doter d'outils démocratiques

Sont soumis au vote de nouveaux statuts, plus précis que les précédents donc plus efficaces, qui posent surtout le cadre démocratique qui sert au quotidien notre organisation. Les précédents statuts sont restés provisoires pendant 15 ans. Pour certainEs le débat doit se poursuivre avant de voter, pour d'autres nous n'avons que trop tardé. Résultats des débats, fin mars!

Dans le même état d'esprit, le congrès aura à se prononcer sur un protocole sur les VSS (violences sexistes et sexuelles), aboutissement de deux ans de travail et de l'expérience de la CVSS mise en place en novembre 2023 et qui devrait durablement inscrire la prise en compte de la parole des victimes dans l'espace politique. Autant de jalons pour une organisation politique utile aux défis de demain.

## La gauche, face au racisme et à l'extrême droite

En France, le mouvement ouvrier est en recul, notamment parce que ses victoires, quand il y en a eu, ont été obtenues au prix de longues batailles souvent sectorielles voire locales, parce que le jeu de la concertation s'est grippé ou encore parce que, faute d'un parti démocratique de masse ne cédant rien à la bourgeoisie, c'est le jeu institutionnel et ses limites objectives dans le cadre de la 5<sup>e</sup> République, renforcées par les décisions anti-démocratiques, qui l'a emporté.

### L'horizon d'un parti démocratique

Nous avons la volonté de maintenir notre profil ouvert à la discussion avec l'ensemble des organisations qui n'ont pas pour seul objectif l'auto-construction. Plus que jamais nous avons besoin d'un parti démocratique,

actif puisant dans le meilleur des traditions du mouvement ouvrier.

Nous restons convaincuEs que nous ne pouvons pas, seulEs, incarner les intérêts de notre classe. Nous maintenons notre politique d'unité dans la rue et dans les urnes, comme avec le NFP dernièrement, tout en maintenant la contradiction avec nos interlocuteurEs, notamment LFI, la question étant de savoir jusqu'où. Ce sera l'un des objets de la discussion.

### Combattre le racisme au cœur de notre projet

Dans le contexte de montée de l'extrême droite, nous avons travaillé comme rarement ces dernières années sur la question du racisme, ses racines coloniales et son ancrage

Nous avons la volonté de maintenir notre profil ouvert à la discussion avec l'ensemble des organisations qui n'ont pas pour seul objectif l'auto-construction

étatique. Autant d'éléments qui permettent de comprendre comment la société française est influencée par la Bollosphère et comment le racisme traverse aussi la classe des travailleurEs, porteuse pourtant d'émancipation. Nous débattons pour savoir dans quelle mesure l'ordre social est aussi un ordre racial, et comment la course au profit porte en elle la guerre, le colonialisme et le racisme.



Plus que jamais  
**ANTICAPITALISTES ET INTERNATIONALISTES**



## DROGUES

## Loi « narcotrafic », toujours plus de répression

*Narcotrafic, narcoprison!* À défaut de résoudre quelque problème que ce soit, la proposition de loi « visant à sortir la France du piège du narcotrafic », portée par le binôme réactionnaire Darmanin-Retailleau, et examinée par l'Assemblée nationale depuis le 17 mars, enrichit le vocabulaire répressif.

Le pouvoir macroniste, dans sa course à l'échalote avec l'extrême droite, joue une nouvelle panique morale sur le narcotrafic qui menacerait la République. Plutôt que de mettre sur la table une réforme de la loi de 1970 et la dépénalisation de l'usage des drogues illicites, et en premier lieu le cannabis, le gouvernement, soutenu par la droite la plus réactionnaire et l'extrême droite, choisit de continuer dans sa ligne d'une « guerre à la drogue » qui a pourtant échoué partout dans le monde. Pour cela, il s'en prend de nouveau aux libertés publiques et assume un retour en arrière sur les prisons qui nous ramène à l'époque des quartiers de haute sécurité abolis par la gauche au pouvoir en 1981.

## De nouvelles attaques sur les libertés

Le projet de loi attaque directement les droits de la défense en créant un « dossier coffre », c'est-à-dire un procès-verbal distinct, inaccessible aux avocats de la défense lors de l'enquête. Il renforce les pouvoirs de l'OFAST (Office antistupéfiants) qui pourra avoir recours, à l'instar des services antiterroristes, au renseignement algorithmique, pour une « période expérimentale » de deux ans, dont on ne voit pas pourquoi elle ne serait pas prolongée. Comme pour l'usage des drones ou la VSA (vidéosurveillance algorithmique), il s'agit de la même méthode : utiliser des pratiques réservées à l'antiterrorisme pour les étendre progressivement à d'autres champs répressifs. La mesure la plus controversée, celle qui touche tout un chacun, et qui pourrait au final ne pas être intégrée, est l'obligation qui serait faite aux plateformes type Signal ou WhatsApp de créer des *backdoors*, des portes dérobées permettant l'accès de la police à ces messageries cryptées.

## Une politique toujours plus répressive

Alors que la situation des prisons est plus catastrophique que jamais, avec un nouveau record de 80 792 personnes écrouées et détenues au 1<sup>er</sup> décembre 2024, la réponse du gouvernement consiste en la création de « prisons de haute sécurité » pour les détenus condamnés ou en détention provisoire pour ILS (infraction à la législation sur les stupéfiants) jugés « les plus dangereux ».

Darmanin, inspiré par sa visite à la prison de Rebibbia à Rome, veut mettre en place un nouveau régime carcéral d'isolement, avec limitation des visites, feuilles à corps systématiques et visioconférence généralisée pour les convocations devant la justice.

Comme l'exprime avec justesse l'OIP (organisation internationale des prisons), c'est la torture blanche érigée en modèle, avec les conséquences graves de l'isolement de longue durée sur la santé mentale des détenus et l'impossibilité de travailler à des projets de réinsertion. Tout un projet de société que nous combattons !

Alex Bachman



## 22 MARS Une mobilisation antiraciste, antifasciste à faire grandir

Le 22 mars, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France à l'appel d'un large front associatif, syndical et politique pour dire non au racisme systémique, au fascisme et à l'impunité policière.

Une mobilisation réussie dans son ampleur comme dans sa diversité, portée par les collectifs de sans-papiers, les jeunes, les organisations du mouvement social et une gauche plutôt combative.

## Des cortèges dynamiques et ancrés localement

À Paris, ce sont entre 21 500 (selon la préfecture) et 100 000 manifestantEs (selon la Marche des solidarités) qui ont défilé. En tête : les collectifs de sans-papiers, le collectif des Jeunes du parc de Belleville récemment expulsés de la Gaîté Lyrique, cible d'une répression raciste violente. Leur présence a incarné avec force le cœur de cette mobilisation. Leur cortège, jeune, vivant et politique, a été brutalement attaqué par la police : une tentative d'intimidation révélatrice du climat autoritaire que nous combattons.

En région, la mobilisation a été au rendez-vous. À Lille (5 000), Grenoble (5 000), Rennes (4 000), Rouen (2 000), Tours, Besançon, Orléans, Angers (plus de 1 000 dans chacune), des cortèges antiracistes d'une ampleur rarement atteinte se sont formés. À Grenoble, les interventions de jeunes mineurEs étrangerEs, de collectifs de parents d'élèves et d'associations antiracistes ont donné le ton : des paroles venues du terrain, organisées, engagées. À Rouen, les étudiantEs de la fac de droit mobiliséEs contre un professeur raciste, qui a poussé à la tentative de suicide l'un de ses élèves, ont tenu la tête du cortège avec les mineurEs isoléEs, dans une manifestation dynamique et unitaire.



## Une dynamique à poursuivre

Même dans les villes moyennes où les préfectures sont moins habituées à ce type de mobilisation, la journée a été importante. À Blois (350), Narbonne (400), Périgueux (400), Perpignan (500), Saint-Nazaire, Vannes, Poitiers, Bayonne, des rassemblements animés ont permis de porter la parole antiraciste dans l'espace public, en lien avec la cause palestinienne. À Poitiers, l'impulsion donnée par un collectif de 20 livreurs sans papiers a changé l'ambiance de la manif : preuve qu'un antiracisme de terrain, ancré dans les luttes concrètes, transforme les manifestations en moment d'organisation collective.

Partout, des alliances locales se sont tissées : syndicats, associations antiracistes, collectifs de sans-papiers, mouvements

féministes, écologistes, comités de soutien aux migrantEs, militantEs, etc.

## Les jeunes au cœur de la riposte

Lors de cette journée, la jeunesse a été très présente. LycéenEs, étudiantEs, exiléEs, jeuneEs sans-papiers : à Besançon, Blois, Paris ou Rouen, leur implication a donné à la journée une énergie précieuse.

## À lire sur le site



Affaire Angelo Garand, l'impunité à l'échelle européenne



Le réseau des collectifs du Nouveau Front populaire



Stop à la répression syndicale et du mouvement social! Solidarité avec Ana!



Handicap: l'institutionnalisation à outrance, un état des lieux

## RETRAITES Le conclave est mort, la mobilisation reste à construire

C'est le Premier ministre lui-même qui a porté le coup de grâce au « conclave » sur les retraites, pourtant mis en place lors de son arrivée au gouvernement.

En rejetant par avance toute remise en cause de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, imposé par la contre-réforme Macron ; il a délibérément renié l'engagement pris d'une discussion « sans totem ni tabou ». Après FO, la CGT a quitté la table des négociations, tandis que la CFDT elle-même était contrainte de reconnaître que le cadre fixé par le Premier ministre n'existait plus.

## Dialogue social à froid

Le « conclave » avait pour principale fonction d'assurer la survie du gouvernement Bayrou en évitant la censure lors du vote des budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Cette « concession » apparente sur la question des retraites, et le retour au « dialogue social » a fourni à la direction du PS le principal prétexte pour ne pas faire tomber le gouvernement, en lui permettant de poursuivre les politiques d'austérité d'Emmanuel Macron, désavouées dans les urnes.

Ce « dialogue social » à froid, sans aucune mobilisation, était en réalité sans risque pour le pouvoir et le patronat. C'était un marché de dupes pour les organisations

syndicales et les salariéEs, sommés d'accepter les exigences du Medef, faute de quoi l'absence d'accord aboutirait au maintien de la contre-réforme Macron.

Le conclave, dès le départ jugé inutile par les ultralibéraux macronistes et LR, a été emporté par la vague militariste de fin février, provoquée par le tournant de la politique internationale.

## Balayé par l'économie de guerre

Les exigences de l'union sacrée, pour financer l'explosion des dépenses militaires sont devenues la nouvelle justification de l'offensive de destruction de la protection sociale et des services publics. La nécessaire solidarité avec le peuple ukrainien face à l'agression russe s'est transformée en prétexte indécent aux politiques d'austérité. Gilbert Cette, président « indépendant » du COR (Conseil d'orientation des retraites) déclarait le 5 mars « l'entrée progressive, plus ou moins explicite, dans une économie de guerre, rendra secondaires sinon dérisoires les débats actuels sur l'âge de départ à la retraite à 64 ans ». Il ajoutait dans une

tribune que « la question deviendra plutôt comment augmenter rapidement cet âge de départ au-delà des 64 ans décidés dans la loi de 2023... ».

Tandis que pour le gouverneur de la Banque de France : « Il faut arrêter la croissance des dépenses publiques et augmenter celle de l'économie [de guerre] »<sup>1</sup>.

Le conclave et ses faux-semblants n'avaient, dans ces conditions, plus de raison d'être, ce qu'a entériné la déclaration de Bayrou.

## Se battre contre l'offensive des assurances privées

Alors que la direction de la CFDT tente par tous les moyens de préserver l'enlèvement dans le « dialogue social » à froid, la question aujourd'hui posée est celle de la reconstruction d'une mobilisation unitaire, puisque l'objectif du patronat et du pouvoir s'affirme chaque jour de manière plus explicite. Pour eux, il ne s'agit plus seulement d'une attaque supplémentaire, mais d'en finir définitivement avec le système public et solidaire qu'est la Sécurité sociale, pour basculer vers les assurances privées : retraites par capitalisation et assurances santé privées. C'est le sens de la volonté du Medef d'élargir les négociations à l'ensemble du financement de la protection sociale. Se rassembler pour s'opposer à ce basculement désormais à l'ordre du jour, est un défi urgent pour la gauche sociale et politique.

J. C. Delavigne

1 - Interview à BFM TV, le 20 mars 2025.



## INDUSTRIE Quand des usines automobiles se reconvertissent pour l'armement

En Europe, le temps de l'augmentation incessante de la production de voitures est terminé. C'est notamment le cas en France où le nombre de voitures fabriquées était de 1,34 million en 2024, un total inférieur à celui de 1960, année pendant laquelle 1,5 million de voitures avaient été produites.

Alors que les capacités de production installées dépassaient les 3 millions de voitures il y a vingt ans, leur destruction massive a été opérée depuis avec des centaines de milliers d'emplois supprimés et beaucoup de friches industrielles promises à l'abandon ou à la spéculation immobilière.

### Des usines à vendre

Lors de l'irruption de la crise mondialisée de 2008, des premiers appels avaient été lancés pour la reconversion de ces usines condamnées à la fermeture par la logique du capitalisme. Pour en montrer la possibilité, l'exemple de la Deuxième Guerre mondiale avait été cité : rapidement General Motors avait, en 1942, réaffecté plusieurs de ses usines de la côte Est des États-Unis à la fabrication d'avions. Si cela avait été possible dans les années 1940 pour le secteur de l'armement, d'autres reconversions étaient possibles et nécessaires, dans les années 2000, pour la satisfaction des besoins de la majorité de la population. Mais la logique du capital l'emporta partout en Europe. Brusque changement en 2025 : l'Union européenne décide, à l'horizon des dix prochaines années, l'investissement massif pour son réarmement. Entre les milliards d'euros à mobiliser et des armes effectivement utilisables, des usines sont indispensables pour les fabriquer : la « vieille » industrie automobile suscite toute l'attention du secteur de l'armement. En Belgique, alors que l'usine Audi de Bruxelles a été fermée par Volkswagen, le ministre de la Défense a déclaré : « Le site d'Audi Brussels est toujours vide. C'est un très beau site d'assemblage, de haute technologie. Ce serait quand même dommage que la Défense ne puisse pas en profiter. » En Allemagne, l'entreprise Rheinmetall « propose de racheter » l'une des usines Volkswagen. En Italie, la filiale IVECO de Fiat Stellantis fabrique déjà du matériel militaire et est prête à augmenter sa production, reprenant des usines automobiles à Fiat.

### La France suit le même chemin

En France, il ne reste plus qu'une seule fonderie encore en activité pour Renault : les Fonderies de Bretagne actuellement en redressement judiciaire et en attente d'un nouveau repreneur. Le candidat le plus sérieux à la reprise est le groupe d'armement Europlasma dont le PDG a déclaré : « L'industrie automobile est en train de se transformer complètement, les volumes de la Fonderie ont diminué drastiquement et il n'y a pas d'activité qui puisse se substituer aussi rapidement que l'industrie de défense. » L'objectif est d'y produire, dès cette année, 300 000 corps d'obus de mortier. Le plan de reprise indique qu'en consacrant 50 % de l'activité de l'usine à la défense, il serait possible de produire 3 millions d'obus par an et cela pour les profits du groupe Europlasma qui ne reprendrait que 240 des 285 emplois existants aujourd'hui, avec du travail forcé les samedis et dimanches. En Allemagne, à l'initiative de membres du syndicat IG Metall opposés à la cogestion du plan de 35 000 suppressions d'emplois de Volkswagen, et de militantEs se réclamant de l'écosocialisme, un appel a été lancé pour la priorité aux transports collectifs : « Dans les conseils d'administration, deux solutions sont envisagées : une diminution drastique des effectifs, incluant la fermeture d'usines, et le passage à la production d'armements. Ces deux options ne répondent absolument pas aux besoins de la société ».

La France est aujourd'hui l'un des premiers exportateurs mondiaux d'armes à destination de certaines des pires dictatures de la planète. S'il est possible d'utiliser la « vieille » industrie automobile à produire autre chose que des voitures, c'est bien au mouvement social de définir les besoins et les priorités. Le choix ne saurait être entre les bagnoles et les canons. **Jean-Claude Vessillier**

## Culture

### ESSAI **Technoplice, la surveillance policière à l'ère de l'intelligence artificielle, de Félix Tréguer**

Éditions Divergences, 2024, 233 pages, 16 euros.

Parler de « technoplice » n'est pas ou plus l'apanage de gauchistes anti-flics ou de fans de roman d'anticipation. C'est un concept pleinement assumé par l'État, ses forces de répression et les industriels qui sont associés à son développement. C'est tout l'intérêt du livre de Félix Tréguer, animateur de la Quadrature du Net, que de dévoiler la genèse et les enjeux de la mise en place de la surveillance généralisée qui touche chacun d'entre nous, chaque jour.

#### Un contrôle des identités « invisible, permanent et général »

Pour assurer le contrôle, fondé sur la reconnaissance faciale, il faut des capteurs, des bases de données et des algorithmes. Et pour ce faire, la police dispose de quelque 90 000 caméras de vidéosurveillance réparties sur l'ensemble du territoire, des bases de données liées aux documents d'état civil, des fichiers de police, dont le TAJ<sup>1</sup> qui contient 10 millions de photographies,

des fichiers liés aux titres de séjour des étrangerEs. Tous contiennent des photographies qui sont exploitables par les algorithmes de reconnaissance faciale. Lesquels permettent de croiser en temps réel les données des fichiers et les images collectées par les caméras de vidéosurveillance. Avec la généralisation de ces technologies sécuritaires, se déplacer à visage découvert dans l'espace public revient à « arborer une carte d'identité infalsifiable, lisible à tout moment par l'État ».

#### Rendre acceptable la surveillance

La recherche et le développement techno-sécuritaire, qu'ils soient assurés par de grands groupes comme Thales ou de petites start-up, sont financés en très grande partie sur des fonds publics, français et européens, en collaboration avec des laboratoires de recherche du CNRS ou d'autres organismes publics. C'est un marché très concurrentiel, en particulier à l'international, avec des pays qui ont une certaine avance, comme la Chine ou Israël. Les expérimentations se mettent de fait en place hors de tout cadre légal, avant qu'une réglementation ne les valide, comme pour l'utilisation des drones. Un des grands enjeux pour les promoteurs de la technoplice est celui de l'acceptabilité sociale, avec comme contre-modèle la Chine et son système de contrôle social orwellien. C'est pourquoi ses promoteurs



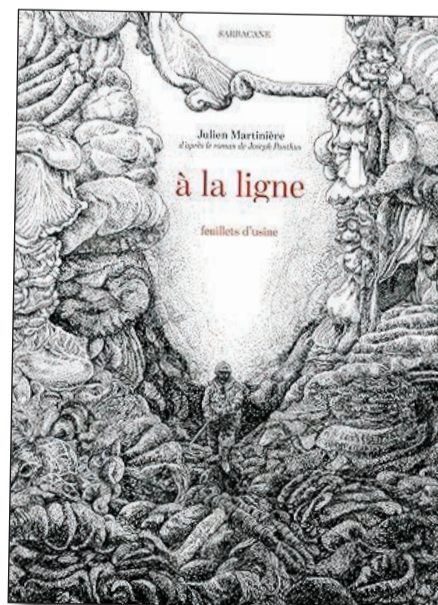
### ROMAN GRAPHIQUE **À la ligne. Feuilletés d'usine, de Julien Martinière**

D'après le roman de Joseph Ponthus. Éditions Sarbacane, 2024, 208 pages, 25 euros.

Joseph Ponthus s'est fait connaître par son livre *À la ligne*, dans lequel il raconte son quotidien d'ouvrier intérimaire dans des conserveries de poisson ou des abattoirs de Bretagne. Le contenu du livre — narration libre de la réalité ouvrière de notre siècle — ainsi que sa forme — sans ponctuation, en vers libres —, ont fait le succès de l'ouvrage, récompensé par plusieurs prix. L'aspect romanesque de l'homme, qui a fait des études supérieures, épris de littérature, mort très jeune d'un cancer, a contribué à entourer son œuvre d'un halo de mystère et de nostalgique poésie.

#### Un dessin aux reflets écaillés

C'est à cette œuvre percutante, traversée de fulgurances, que s'attaque Julien Martinière pour en sortir un superbe roman graphique, à la fois fidèle à l'esprit de l'original — un essai très poignant sur la condition ouvrière au filtre d'une pensée littéraire — approprié par le truchement d'un dessin très riche, précis, qui se greffe sur le rythme particulier du récit, sur une scansion singulière, celle de l'usine, obsédante et parfois onirique. À



cet égard, les planches de Julien Martinière animent le monde de la conserverie pour en faire émerger des personnages-poissons très inquiétants, d'une précision clinique,

tentent d'associer des chercheurs en sciences sociales pour affirmer que leur technologie serait « socialement neutre », œuvrant pour le bien commun, soit le même discours que les mesures « antiterroristes » qui s'étendent par la suite à d'autres champs. Au vu de l'actualité récente, l'ouvrage, passionnant, de Félix Tréguer sonne aussi comme une mise en garde : à l'heure où la possibilité du fascisme n'a jamais été aussi concrète, comme le montrent le début du mandat de Trump et la montée de l'extrême droite dans l'ensemble des pays européens, les outils de contrôle et de répression sont prêts à servir.

**Alex Bachman**

1 - Le fichier de traitement des antécédents judiciaires (TAJ) répertorie les suspects, auteurs, victimes et témoins d'infractions.

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 4

► contact@la-breche.com

dans un brillant noir et blanc plein de reflets écaillés.

#### Adapter n'est pas jouer

Adapter un tel texte relève d'un pari un peu fou qui suppose pour Julien Martinière d'imposer sa marque, sa patte, son trait, et de lui permettre de se développer en contrepoint au texte très fort qui n'est plus ici qu'une référence, à la ligne. Ancrée dans l'œuvre de Ponthus, la création originale de Martinière advient tout en finesse, en contrastes, avec beaucoup de force. Le pari est réussi, et si vous avez aimé le livre de Ponthus, ses feuilletés d'usine, vous apprécierez de les retrouver dans ce roman graphique.

**Claude Moro**



## SYNDICALISME «Il faut montrer que les travailleurEs français ne sont pas d'accord avec ce qui se passe aux États-Unis»

**Entretien.** L'Anticapitaliste a rencontré **Marsha**, syndicaliste américaine, impliquée dans le réseau Labor Notes, pour parler de la situation sociale et politique aux USA.

### Peux-tu nous présenter Labor Notes ?

Labor Notes est une organisation de type ONG fondée en 1979. Un courant dans le mouvement syndical était enthousiasmé par les luttes qui se faisaient. On a eu beaucoup de militantisme des travailleurs américains dans les années 1970. Mais, avec la crise économique de 1979-1980 et la répression de l'État, de nombreux syndicats ne savaient pas comment résister. Labor Notes a voulu y remédier et a commencé avec un mensuel pour mutualiser les résistances des syndicats, surtout à la base. L'idée était de soutenir un réseau syndicaliste d'une tendance plus à gauche dans le mouvement syndical et se donner des moyens de communication. Ce réseau est devenu de plus en plus grand. On a commencé à écrire des livres avec des positions idéologiques comme «How to stop concessions». On a commencé à tenir des formations, à publier notre point de vue sur le «lean production», celle des lignes d'assemblage. On a appelé ça «management by stress». On avait des livres, on avait la revue, on a commencé à faire des conférences tous les deux ans, toujours pour les membres de la base ou les dirigeants plus combattifs. Labor Notes est un énorme réseau qui organise la tendance gauche du mouvement syndical depuis très longtemps maintenant.

### Labor Notes est un énorme réseau qui organise la tendance gauche du mouvement syndical

### Peux-tu nous dire quel est l'état d'esprit des travailleurEs aux États-Unis depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump ?

C'est plutôt difficile en ce moment, l'état d'esprit n'est pas très positif. La stratégie de Trump, qui n'est pas celle d'un fou, est bien réfléchi et documentée. C'est une onde de choc. Il y a, chaque jour, de plus en plus de décisions qui sont prises, souvent par décret. Et tout ça, dans un moment où la vie aux États-Unis est devenue quasiment insoutenable. Le coût de la vie aux États-Unis, si on compare New York à Paris, est 70% plus cher. Il y a moins de gens qu'avant qui n'ont pas d'assurance maladie, mais un quart des AméricainEs n'ont pas suffisamment d'assurance maladie. Face à Trump, il n'y a pas une réponse globale du mouvement syndical ou du Parti démocrate qui dit qu'on doit s'opposer à ça. Il n'y a pas une vision positive. La majorité des AméricainEs ne sont pas syndiquéEs. C'est environ le même taux de syndicalisation qu'ici, alors qu'on était quasiment



DR

à 30% dans les années 1960. Mais sans syndicats aux États-Unis, on n'a aucun droit du travail. On n'a pas de droit aux jours rémunérés de congé ou de maladie. Près de 40% des ménages syndiqués ont voté pour Trump. Sans réponse soutenue du mouvement syndical ou du Parti démocrate, il y a une grande perte de moral. Pour l'essentiel, les syndicats et le Parti démocrate soit ne disent rien, soit protestent très peu parce qu'ils ont peur d'être attaqués par Trump, qui a une grande capacité de vengeance individuelle et globale. On entend beaucoup qu'il faut qu'on attende qu'il échoue, que les AméricainEs se rendent compte que Trump a été un mauvais choix. C'est une position très dangereuse, qui laisse la liberté complète à Trump de continuer, et qui réduit nos capacités de résistance de plus en plus. Heureusement, il y a toujours eu une tendance plus militante et prête à la confrontation dans le mouvement syndical. Il faut qu'on mette nos espoirs dans les syndicats et les organisations civiles qui sont en train de résister. Ma crainte, c'est que sans vision globale, sans quelque chose comme le NPA, on va vite trouver que même les petites résistances ne suffisent pas.

### Peux-tu nous en dire plus sur ces petites ou grandes luttes qui existent malgré la sidération ?

Il y a eu ces dernières années une vague de militantisme qui j'espère va continuer. On a eu les enseignantEs dans l'ouest de la Virginie en 2018 qui ont fait une grève illégale. Ils et elles étaient syndiquéEs, mais n'avaient pas le droit de faire la grève. Avec la pandémie, on a parlé de «grande démission». De nombreux jeunes ne veulent pas travailler dans des situations difficiles, et ils ont bien raison. Ils ont commencé à s'organiser en syndicats sur les lieux de travail. De là est née l'idée de commencer à syndicaliser chez Starbucks, puis chez Amazon. Les nouveaux dirigeants de deux syndicats, le UAW et les Teamsters, ont déclaré ouvertement au début de leur campagne pour un accord collectif qu'ils allaient mener une «guerre de classe». Le nouveau président du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) a fait de même en portant un t-shirt qui disait «On mange les riches». Ils

ont fait une grève dans les trois grandes entreprises d'automobile à l'automne 2023. C'est une bouffée d'air frais, dont on espère qu'elle donne plus de confiance. Trump a insinué : «on doit faire des sacrifices pour la patrie». L'objectif, c'est de discipliner la classe ouvrière, tant pis si l'économie en souffre un peu. D'un côté, une partie du patronat a besoin des immigréEs et les adore parce qu'on peut les payer beaucoup moins et qu'ils n'ont pas de revendications. De l'autre, la discipline de la classe ouvrière est utile au patronat pour dompter les jeunes qui ne veulent pas travailler dans ces jobs horribles.

### Elon Musk, qui dirige le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), a attaqué les fonctionnaires fédéraux. Quelles sont les résistances ?

C'est un démantèlement des fonctions de l'État, avec des conséquences pratiques horribles, par exemple un risque de voir une autre pandémie. Ils ont licencié des dizaines de milliers de fonctionnaires de l'État qui n'ont pas de statut protecteur comme ici, souvent de façon illégale. Certains juges ont contesté, mais Trump va essayer de les ignorer. Si Trump demande à revoir cette décision, la réponse arrivera dans un an, et entre-temps lui et Musk auront continué leurs affaires. C'est une attaque pas seulement sur les fonctionnaires, mais aussi sur les gens de couleur qui sont très représentés dans ces postes-là. Avant l'élection de Trump 2, un réseau s'était formé, le Federal Union Network (FUN), quand Trump 1 avait fermé le gouvernement durant un mois, parce qu'il n'arrivait pas à faire adopter le budget. Or, les fonctionnaires ont cessé de travailler et donc d'être payéEs. Des membres à la base des syndicats ont poussé pour devenir plus actifs et se parler à travers le pays. Ils se sont rencontrés pour la première fois à la conférence de Labor Notes l'année dernière, juste avant l'élection. Ils ont pu développer un plan plus soutenu parce qu'ils s'attendaient à cette attaque. Ils viennent juste d'avoir une rencontre, où ils appellent à renforcer les syndicats pour résister, qui a été vue sur le web 110 000 fois. De plus en plus de personnes veulent devenir membres de ces syndicats. C'est bon signe.

### Quelles sont les priorités pour lutter contre toutes les conséquences de l'arrivée d'un dirigeant d'extrême droite aux États-Unis ?



Il nous faut un mouvement syndical qui a une vision plus large et lutte de classe. À Labor Notes, on continue à créer des réseaux, à mettre les gens en contact. Nous ne sommes pas une organisation qui fait des déclarations ou a des positions abstraites. On sait qu'il y a une richesse dans le monde syndical, dans le monde ouvrier de résistance, de nombreuses façons de militer. On va continuer à mettre en valeur les résistances.

Il faudrait qu'on fasse aussi des écoles de grève : pourquoi la grève ? comment faire la grève ? Dans le monde syndical, la grève est vue comme un mal nécessaire parfois, alors que c'est une expérience transformatrice. Si le mouvement syndical ne s'oppose pas aux attaques contre les migrantEs, on va voir encore plus de divisions dans la classe ouvrière qui sera exploitée par le patronat. Il nous faut plus de syndicats qui défendent directement les migrantEs. J'aimerais bien qu'on ait un parti pour nous, les travailleurEs. Il faut que le mouvement syndical s'organise nationalement aussi pour avoir une expression politique contre l'onde de choc.

### Sur la solidarité au niveau international, qu'est-ce qu'on peut faire pour résister à cette offensive de l'extrême droite ?

La même chose que pour les PalestinienEs qui souffrent de cette guerre affreuse à Gaza : montrer que ce n'est pas normal ce qui se passe aux États-Unis ! Il faut montrer aux AméricainEs que les travailleurEs français ne sont pas d'accord avec ce qui se passe aux États-Unis, donc des manifs. Le président du syndicat de l'automobile, l'an dernier à la conférence de Labor Notes, a dit que leur grève était pour la classe ouvrière entière, ce qui inclut les immigréEs. C'était la première fois que j'entendais un dirigeant inclure les immigréEs.

### Le président du syndicat de l'automobile a dit que leur grève était pour la classe ouvrière entière, ce qui inclut les immigréEs. C'était la première fois que j'entendais un dirigeant inclure les immigréEs

Il faut absolument créer des liens à la base parmi les membres du syndicat. Labor Notes a toujours eu une grande délégation de syndicalistes de l'international dans ses conférences. Il faut vraiment que les travailleurEs de l'automobile français puissent se mettre en contact avec les travailleurEs de l'automobile américains pour dire que si on ne s'oppose pas maintenant à un type de protectionnisme qui fait qu'on va être en compétition directe, on va perdre. C'est peut-être un peu simpliste, mais je pense que c'est important. **Propos recueillis par Raphaël Alberto**

## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPA Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)  
[L\\_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°164 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

## L'image de la semaine

**SURTOUT NE PAS SE FÂCHER AVEC ISRAËL ! LES LAISSER TUER TRANQUILLEMENT !**



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)